

Communiqué de presse

Le CADTM soutient la grève générale du peuple guinéen et dénonce la répression orchestrée par le pouvoir illégitime de Lansana Conté

vendredi 16 février 2007, par [CADTM](#) (Date de rédaction antérieure : 12 février 2007).

Ce lundi 12 février, la grève générale a repris en Guinée pour demander le départ du président Lansana Conté, mais la répression a encore durement frappé, avec au moins 11 morts à Conakry, portant le total à près de 100 depuis le début de l'année.

Il semblerait que l'armée ne soit plus totalement fidèle à ce régime à bout de souffle et qu'une partie de ses unités d'élite soit en train de basculer contre le clan au pouvoir. La capitale est paralysée par des barricades et les principaux axes sont coupés.

Pour le CADTM, le peuple guinéen est privé depuis très longtemps des richesses dont il est le vrai propriétaire (notamment la bauxite dont son sous-sol regorge), au profit de grandes entreprises étrangères et d'un clan proche du pouvoir qui s'enrichit de manière illégale et illégitime. Alors que le pays a sombré dans la misère et la corruption, le peuple est en droit de demander des comptes à tous ceux qui se sont enrichis sur son dos.

Alors que la Guinée est la première colonie française à avoir accédé à l'indépendance en Afrique subsaharienne, dès 1958 avec le non de Sékou Touré au général de Gaulle, la souveraineté populaire a bien vite été confisquée au profit de quelques-uns. Pour le CADTM, cette souveraineté populaire n'est pas négociable et le recours à la grève générale est le moyen choisi par le peuple guinéen pour la revendiquer haut et fort.

Alors que cette grève avait dans un premier temps fait plier Conté en le forçant à accepter l'existence d'un Premier ministre, les espoirs n'ont pas été comblés puisqu'il n'a pas choisi une personnalité de consensus, mais Eugène Camara, un de ses proches, détournant ainsi une fois de plus la revendication populaire.

Actuellement, le régime a recours à des expédients musclés pour sauver la parcelle de pouvoir qui lui reste. Selon Human Rights Watch, Conté, gravement malade, aurait même recruté d'anciens rebelles libériens pour lui prêter main forte. Il vient de décréter l'état de siège qui lui donne tous les pouvoirs, au mépris des règles démocratiques.

Pour le CADTM, Lansana Conté doit quitter le pouvoir dans les plus brefs délais.

Enfin, le CADTM réclame un gouvernement respectueux de la volonté du peuple guinéen, en rupture avec les politiques d'ajustement structurel dictées par le FMI, la Banque mondiale et les dirigeants des pays les plus industrialisés.

www.cadtm.org